

La Grèce, champ de manœuvre des antagonismes inter-impérialistes

Les faits sont connus. Le 1er mars, un coup de main militaire, déclenché par l'opposition vénizéliste, faillit s'emparer de l'arsenal de Salamis et de l'Ecole des Cadets, s'empara des principales unités navales qui se portèrent vers l'île de Crète où siégeait M. Vénizélos. En même temps, dans la Macédoine orientale, tout le 4e corps d'armée passa aux révoltés.

Pour quelque temps, la situation fut celle-ci : d'un côté, le gouvernement de Tzaldaris, c'est-à-dire le pouvoir « légal » installé à Athènes et dans la vieille Grèce. De l'autre, Vénizélos, avec son gouvernement provisoire, maître de la mer et des îles, occupant la Macédoine orientale et la Thrace.

« L'offensive fut retardée par suite du mauvais temps — a dit le parti gouvernemental — « du manque d'artillerie et surtout d'avions pour l'armée terrestre, de charbon et de munitions pour la flotte » — a-t-on affirmé du côté des Vénizélistes. En réalité, elle était retardée par l'attente du dénouement des intrigues inter-impérialistes mêlées aux événements. La convergence des intérêts des impérialismes français et anglais pour l'appui du gouvernement Tzaldaris a signifié la défaite de Vénizélos.

L'aventure n'a pu ainsi se terminer que par une débâcle complète : sans rencontrer de résistance sérieuse, le général Condylis, à la tête des troupes gouvernementales, franchit la Strouma, occupa les unes après les autres les villes de Drama, Cavalla et Sérres, tombées aux mains des insurgés. Kamenos et les autres chefs militaires s'enfuirent en Bulgarie.

Par après, la flotte, abandonnée par ses officiers, fut reconduite par les marins à sa base navale et le croiseur Averoff fit de même après avoir déposé Vénizélos et ses partisans dans le Dodécanèse italien.

Telle fut la piteuse fin de la 17e insurrection fomentée par M. Vénizélos dans la terre de l'Hellade.

•••
Du point de vue de la politique intérieure, l'objet de la révolte, — comme

l'a dit Vénizélos dans son document après sa fuite — était de sauvegarder la « régime républicain » du danger de la restauration monarchique (représenté par le gouvernement de Tzaldaris auquel on avait adjoint au moment de l'insurrection, comme ministre sans portefeuille : Métaxas, le chef avéré des monarchistes) et de défendre le « régime démocratique ».

Avant tout, quelle est la personnalité de Vénizélos et quels intérêts représentait-il ? Vénizélos a joué un rôle prédominant dans la vie politique de la Grèce moderne depuis 25 ans, c'est-à-dire depuis 1909, où il fut porté la première fois au pouvoir par un coup d'État militaire comme homme de confiance de la bourgeoisie industrielle, qui s'était renforcée surtout depuis le commencement de ce siècle. Vénizélos, appuyé par l'Entente, pendant la guerre mondiale, provoqua le mouvement de 1916 contre la politique du roi Constantin — lié à l'Allemagne — qui conduisit à l'abdication du roi et à la participation de la Grèce à la guerre aux côtés de l'Entente. La Grèce réalisa, avec peu d'efforts et de sacrifices, un gain territorial des plus étendus, y compris Salonique et une grande partie de l'Asie-Mineure. Mais déjà, en 1920, à la première Chambre grecque, fut élue une majorité monarchique et, malgré l'opposition des puissances alliées qui déclarèrent que cette restauration amènerait la fin de toute aide financière de leur part, le roi Constantin remonta sur le trône. Le désastre en Asie-Mineure, d'où Kemal-Pacha chassa les Grecs, eut comme conséquence la seconde abdication de Constantin. Contre son successeur Georges, Vénizélos, qui pouvait compter sur l'appui de la France et de l'Angleterre, put facilement rétablir la République.

En décembre 1925, un nouveau coup d'État militaire porta au pouvoir le général Pangalos qui, après les promesses coutumières de libertés et de réformes, instaura un régime de dictature jusqu'à ce qu'il soit renversé à son tour en août 1926. Les élections de novembre 1926, tout en donnant une majorité républicaine, accusèrent un nouvel accroissement

des forces monarchiques. C'est ainsi qu'en mai 1928, Vénizélos reparut sur la scène politique en prétendant venir au secours de la République en danger et, lui aussi, affirma vouloir défendre la démocratie. Cela ne l'empêcha pas, lors des élections parlementaires de mars 1933, de chercher à en « corriger » les résultats — peu favorables pour lui — par le putsch militaire du général Plastiras, qui échoua.

Plastiras est naturellement mêlé aux derniers événements, mais se trouvant en France, il n'a pu arriver en temps voulu sur le théâtre des événements.

*••

Bien plus que les contrastes intérieurs existant entre les différentes couches de la bourgeoisie indigène (le parti populiste de Tzaldaris a derrière lui la grande propriété foncière, tandis que le parti libéral de Vénizélos représente les intérêts de l'industrie et son parti est celui de la confiance du capital financier et jouit de l'appui des classes moyennes). Les intrigues des antagonismes étrangers ont joué un rôle prédominant dans l'éclatement de la révolte.

Vénizélos qui, depuis quelques années, est tombé de plus en plus sous l'influence italienne, n'a pas dû se décider à agir sans se sentir soutenu par Rome. Plastiras, le chef militaire prévu de la révolte, a pu librement se rendre à Brindisi et seul le brusque dénouement des événements a empêché son arrivée sur le théâtre des opérations.

On sait qu'aujourd'hui la constellation politique dans les Balkans est représentée par le pacte balkanique conclu entre la Grèce, la Yougoslavie, la Turquie et la Roumanie, qui jouissent aussi de l'appui de la Petite Entente ; c'est-à-dire la prédominance de l'influence de l'impérialisme français. Les États signataires du Pacte Balkanique aspirent à la création d'un pacte méditerranéen qui doit « stabiliser la Paix » sur la base des principes de l'assistance mutuelle contre un « agresseur ». Cela signifierait l'obligation pour la Grèce de défendre les frontières adriatiques de la Yougoslavie contre l'Italie, clause contre laquelle s'était prononcé le Sénat en majorité vénizéliste.

L'impérialisme italien, campé dans le Dodécanèse, considère un tel pacte comme nuisible à ses visées expansionnistes. Il a employé la Bulgarie comme pion de manœuvre dans les Balkans. La Bulgarie

qui ne fait pas partie de l'entente balkanique, et dont l'Italie a pu profiter du fait que ce pays se trouve encore toujours privé de son débouché dans la mer Egée, qui lui avait été garanti par le traité de paix de Saint-Germain.

La victoire de Vénizélos aurait signifié la possibilité d'une action commune de la Grèce et de la Bulgarie, pour rompre l'Entente balkanique et assurer à l'Italie la suprématie dans les Balkans. Vénizélos, le vieil agent de l'impérialisme anglais, avait sans doute aussi compté sur l'appui, ou tout au moins sur la stricte neutralité de cette puissance, bien plus efficace que le soutien de Hitler ou de la Hongrie. En réalité, la « visite personnelle » et de « pure courtoisie » de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tzaldaris a représenté pour les insurgés plus qu'une défaite militaire décisive. L'Angleterre, à ce moment en pourparlers avec la France, a préféré soutenir celle-ci, dans le statu quo des Balkans, au lieu de favoriser un mouvement tout à l'avantage de l'impérialisme italien, avec lequel, dans la Méditerranée et en Afrique orientale, elle a plusieurs causes de frictions d'intérêts contre toute menace révisionniste.

En tout cas, la situation internationale a été des plus troublées dans les premiers jours de la révolte et jusqu'à ce que l'attitude des différents impérialismes se fût éclaircie : préparatifs militaires turcs du côté de la frontière bulgare, préparatifs bulgares du côté de la frontière grecque ; mobilisation italienne, dans une mesure plus étendue que l'aurait exigée la nécessité de l'expédition projetée en Abyssinie, en vue des complications « prévues » dans les Balkans.

La Bulgarie a même porté plainte à la Société des Nations au sujet de la concentration des troupes turques sur sa frontière, motivée surtout dans la crainte que la Bulgarie ne cherche, en profitant de la situation, à créer le « fait accompli » de l'occupation du port de Dédéagatch, qui lui servirait de débouché sur la mer à défaut de Salonique qui a eu la malchance, comme Trieste avec l'Italie, de trouver sa ruine commerciale, par le fait même de son annexion à la Grèce.

La presse centriste ne s'est pas démentie au sujet des événements de la Grèce. Elle a parlé de grands mouvements ouvriers, de protestations contre cette lutte